

# Peacebuilding Fund Project Progress Report (Updated template October 2022)



**PEACEBUILDING  
FUND** 

## APERCU DU PROJET

Nous vous remercions d'avoir pris le temps de remplir le rapport d'activité de projet du PBF. Pour les projets avec plus d'un bénéficiaire, veuillez consulter vos co-bénéficiaires avant de remplir le formulaire afin d'assurer une collaboration sur les réponses. Vous pouvez imprimer le formulaire vierge en cliquant sur l'icône *imprimer* qui se situe en haut à droite de la page. Si vous avez des questions ou si vous avez besoin d'une assistance technique pour remplir le formulaire, veuillez envoyer un e-mail à [keshni.makoond@un.org](mailto:keshni.makoond@un.org).

Appuyer sur Next pour commencer

## » Soumission du rapport

Type de rapport \*

- Semestriel  
 Annuel  
 Final  
 Autre

Date de soumission du rapport \*

2022-12-02

Nom et titre de la personne qui soumet le rapport \*

**RANDRIAMAMPIANINA Herizo**

Nom et titre de la personne qui a approuvé le rapport \*

**Henry René DIOUF, Représentant Résident Adjoint PNUD**

Tous les bénéficiaires de fonds pour ce projet ont-ils contribué au rapport ? \*

- oui  
 non

Est-ce que le rapport a été revu par le Secrétariat du PBF ou le point focal PBF au sein du bureau du coordonateur résident? \*

*S'il n'y a pas de secrétariat du PBF dans le pays, veuillez sélectionner "Non applicable". Où il y a un secrétariat du PBF dans le pays, ils doivent passer en revue le rapport avant soumission*

- oui  
 non  
 Pas Applicable

Il y a-t-il des commentaires additionnels de la part du secretariat PBF ou le point focal PBF?

**Oui. Les commentaires ont été pris en compte dans cette version du rapport**

### » Informations sur le projet et portée géographique

S'agit-il d'un projet transfrontalier ou régional? \*

- oui  non

Veuillez sélectionner la région géographique dans laquelle le projet est mis en œuvre

- Asie et le Pacifique  Afrique centrale et australe  Afrique de l'Est  
 Europe et Asie centrale  Global  Amérique latine et Caraïbes  
 Moyen-Orient et Afrique du Nord  Afrique de l'Ouest

Pays de mise en œuvre du projet \*

- Éthiopie  Kenya  Madagascar  
 Somalie  Sud-Soudan  Soudan  
 Autre, précisez

Titre du projet

\*

- 00119658: Appui à une gouvernance démocratique à Madagascar
- 00101727: Appui au Secrétariat Technique du Fonds pour la Consolidation de la Paix à Madagascar
- 00125222: Consolider et accélérer les acquis de la paix à Madagascar durant la crise du COVID-19
- 00118936: L'Art populaire au service des Jeunes engagés pour la Consolidation de la Paix dans le Sud de Madagascar
- 00126085: OBS-MADA : Observatoire des jeunes citoyens engagés pour une gouvernance plus inclusive, efficace et apaisé
- 00119660: Prévention de la violence, de la délinquance juvénile et de l'insécurité dans les régions de Diana et Sava
- 00119659: Renforcement des mécanismes institutionnels inclusifs pour la consolidation de la paix dans le Sud
- 00126020: Renforcer la participation des femmes aux processus politiques et à la consolidation de la paix pour promouvoir une résolution pacifique et inclusive des conflits à Madagascar
- 00118935: Répondre aux menaces à la paix et à la cohésion sociale liées aux migrations non maîtrisées par l'appui à l'autonomisation et à la promotion des femmes à Madagascar (Projet REAP)
- 00125605: Soutien à la Protection des Jeunes Défenseurs des Droits de l'Homme et Consolidateurs de la Paix, Gage de la paix sociale et de la cohésion communautaire
- 00119353: TANOMAFY-JAP (Tanora Masoivohon'ny Filaminanana eto Iarivo-Jeunes Ambassadeurs de Paix)
- Autre, Précisez

Date de début du projet

\*

2020-01-16

Date de fin du projet

\*

2022-07-15

Ce projet a-t-il bénéficié d'une prolongation ?

\*

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Ce projet demandera-t-il une prolongation ?

\*

- OUI, extension avec coût
- OUI, extension sans coût
- OUI, extensions avec et sans coût
- NON, pas d'extensions

Les fonds sont-ils versés soit dans un fonds fiduciaire national ou régional ?

\*

- oui
- non

## Réciendaire

Le réciendaire principal est-il une agence de l'ONU ou une entité non onusienne ? \*

- Entité de l'ONU  
 Entité non ONU

Veuillez sélectionner le réciendaire principal \*

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement  
 OIM : Organisation internationale pour les migrations     UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance  
 BHCDDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme  
 UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes  
 UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés  
 UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population     FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture  
 PAM : Programme alimentaire mondial  
 UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains  
 UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture  
 PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement     OIT : Organisation internationale du travail  
 OMS : Organisation mondiale de la santé     OPS/OMS  
 FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies  
 UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime  
 UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets  
 ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel  
 ITC : Centre du commerce international     Département des opérations de paix de l'ONU  
 Autre, Précisez

Y a-t-il d'autres récipiendaires pour ce projet ? \*

- Aucun autre récipiendaires
- Oui, Autres récipiendaires de l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires non l'ONU uniquement
- Oui, Autres récipiendaires de L'ONU et non-ONU

Veillez sélectionner d'autres récipiendaires des Nations Unies \*

- PNUD : Programme des Nations unies pour le développement
- OIM : Organisation internationale pour les migrations  UNICEF : Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- BHCDH : Haut Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme
- UNWOMEN : Entité des Nations Unies pour l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes
- UNHCR : Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- UNFPA : Fonds des Nations unies pour la population  FAO : Organisation pour l'alimentation et l'agriculture
- PAM : Programme alimentaire mondial
- UNHABITAT : Programme des Nations Unies pour les établissements humains
- UNESCO : Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
- PNUE : Programme des Nations Unies pour l'environnement  OIT : Organisation internationale du travail
- OMS : Organisation mondiale de la santé  OPS/OMS
- FENU : Fonds d'équipement des Nations Unies
- UNODC : Office des Nations Unies contre la drogue et le crime
- UNOPS : Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets
- ONUDI : Organisation des Nations Unies pour le développement industriel
- ITC : Centre du commerce international  Département des opérations de paix de l'ONU
- Autre, Précisez

## Partenaires de mise en oeuvre

À combien de partenaires de mise en oeuvre est-ce que le projet a transféré de l'argent jusqu'à présent?

2

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation \*

- Associations Nationales de Femmes
- Associations Nationales de Jeunes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? \*

**ONG Tolontsoa**

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? \*

47816.66

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire \*

*Veillez limiter votre réponse à 175 mots*

**Sensibilisation des jeunes écoliers ou membres d'association sur les méfaits de la corruption à travers des activités ludiques et sportives, orientation sur les mécanismes pour dénoncer la corruption**

Merci d'énumérer chacun des partenaires de mise en oeuvre et les montants transférés à chacun

Veillez sélectionner le type d'organisation \*

- Associations Nationales de Femmes
- Associations Nationales de Jeunes
- Autres Associations Nationales de la société civile
- Associations sous-nationales de jeunes
- Associations sous-nationales de femmes
- Autres Associations Sous-Nationales de la société civile
- Organisations régionales de la société civile
- Organisations Régionales
- ONGs Internationales
- Entité gouvernementale
- Autre

Quel est le nom du partenaire de mise en oeuvre? \*

**Transparency International Initiative Madagascar**

Quel est le montant total (en dollars USD) déboursé au partenaire? \*

49998

Décrivez brièvement les activités principales menés par le partenaire \*

*Veillez limiter votre réponse à 175 mots*

**Le projet ARAMASO qui a réalisé :**

**quatre enquêtes communautaires dans la gouvernance des réponses COVID,**

**Un guide pour les parlementaires pendant les urgences,**

**20 émissions sur la redevabilité des parlementaires**

**Des communiqués sur les observations réalisées sur la gestion de la crise sanitaire**

Est-ce qu'un comité de pilotage actif existe pour ce projet? \*

- oui
- non

Si oui, veuillez indiquer le nombre de rencontres du comité de pilotage de projet au cours des 6 derniers mois \*

2

Veillez fournir une brève description des interactions du projet auprès du gouvernement. Merci de préciser les niveaux de gouvernement avec lesquels le projet a interagi.

*Veillez limiter votre réponse à 275 mots*

**Le comité de projet est co-présidé par Messieurs le Directeur Général de la Programmation des Ressources du Ministère de la justice les membres étant les points focaux des principaux bénéficiaires : le Président de la Cour Suprême, la Haute Cour de Justice, le point focal l'assemblée Nationale, le Sénat, le DG du Ministère de la communication, l'ordre des journalistes, Le CSI, le BIANCO, le rapporteur général du HCDDH, le SAMIFIN, la médiature, la Plate-Forme Nationale des Organisations de la Société Civile de Madagascar (PFNOSCM), le mouvement ROHY (OSC),**

## Rapportage financier

### » Taux d'Implementation par récipiendaire

**Veillez indiquer les montants totaux en dollars US alloués à chaque organisation récipiendaire**

Veillez indiquer le montant du budget initial, le montant transféré à ce jour et l'estimation des dépenses par récipiendaire.

*Veillez vous assurer que vous saisissez le montant correct. Toutes les valeurs doivent être saisies en **Dollars US**.*

Récipiendaire	"Budget total du projet (en US \$) <i>Veillez indiquer le budget total tel qu'il figure dans le document de projet en dollars américains.</i>	Transferts à ce jour (en US \$) <i>Veillez indiquer le montant total transféré à chaque bénéficiaire à ce jour en dollars US</i>	"Dépenses à ce jour (en US \$) <i>Veillez indiquer le montant approximatif dépensé à ce jour en dollars US</i>	Taux de mise en œuvre en pourcentage du budget total <i>(calculé automatiquement)</i>
<b>UNDP: United Nations Development Programme</b>	1243419.36 *	1243419.36 *	1044105 *	83.97 %

<b>OHCHR: Office of the United Nations High Commission er for Human Rights</b>	402523.66 *	402523.66 *	302077 *	75.05 %
<b>UNESCO: United Nations Educational, Scientific and Cultural Organizatio n</b>	366896.98 *	366896.98 *	289358.36 *	78.87 %
<b>TOTAL</b>	<b>2012840</b>	<b>2012840</b>	<b>1635540.36</b>	<b>81.26%</b>

Le taux d'exécution approximatif en pourcentage du budget total du projet, sur la base des valeurs saisies dans la matrice ci-dessus, est de **81.26%**. Pouvez-vous confirmer que ce chiffre est correct ? \*

Correct  Incorrect

### » Budgétisation sensible au genre

Indiquez quel **pourcentage (%)** du budget contribue à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes (GEWE) ? \*

17.34

Le montant du budget contribuant à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE) sur la base du pourcentage indiqué ci-dessus et du budget total du projet est de **\$US 349026.46**. Pouvez-vous confirmer que ce montant est correct ? \*

Correct  Incorrect

Le montant dépensé à ce contribuant à l'égalité des sexes ou l'autonomisation des femmes est de **\$US 283602.7**. Ce montant est-il correct ? \*

Correct  Incorrect

JOINDRE LE BUDGET EXCEL DU PROJET MONTRANT LES DÉPENSES APPROXIMATIVES ACTUELLES. \*

Les modèles de budget sont disponibles [ici](#)

Copy of PBF\_MDG\_A2\_GOUDMADA\_RAPPORT FINANCIER\_25 10 2022 \_ 3 AGENCES-11\_55\_39.xlsx



## Marqueurs de projet

Veillez sélectionner le marqueur de genre associé à ce projet. \*

- Score 1 pour les projets qui contribuent d'une manière ou d'une autre à l'égalité des sexes, mais pas de façon significative (moins de 30 % du budget total pour GEWE).
- Score 2 pour les projets dont l'égalité de genre est un objectif important et qui allouent entre 30 et 79% du budget total du projet à GEWE.
- Score 3 pour les projets dont l'égalité des sexes est un objectif principal et qui allouent au moins 80 % du budget total du projet à l'égalité des sexes et à l'autonomisation des femmes (GEWE)

Veillez sélectionner le marqueur de risque associé à ce projet. \*

- Marqueur de risque 0 = risque faible pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 1 = risque moyen pour l'atteinte des résultats
- Marqueur de risque 2 = risque élevé pour la réalisation des résultats

Veillez sélectionner le domaine de priorite de l'intervention (PBF Focus Area) associé à ce projet \*

- (1.1) Réforme du secteur de la sécurité
- (1.2) État de droit
- (1.3) Démobilisation, désarmement et réintégration
- (1.4) Dialogue politique
- (2.1) Réconciliation nationale
- (2.2) Gouvernance démocratique
- (2.3) Prévention/gestion des conflits
- (3.1) Emploi
- (3.2) Accès équitable aux services sociaux
- (4.1) Renforcement des capacités nationales essentielles de l'État
- (4.2) Extension de l'autorité de l'État/administration locale
- (4.3) Gouvernance des ressources de consolidation de la paix (y compris les secrétariats des FBP)

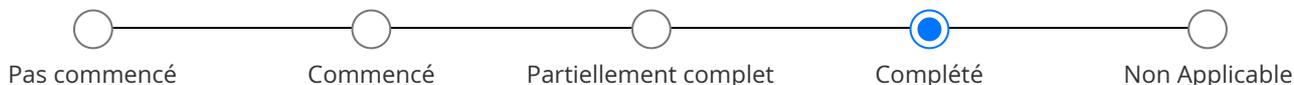
Le projet fait-il partie d'une ou plusieurs fenêtres prioritaires du PBF? \*

- Initiative de promotion du genre
- Initiative de promotion de la jeunesse
- Transition entre différentes configurations de l'ONU (e.g. sortie de la mission de maintien de la paix)
- Projet transfrontalier ou régional
- Aucune

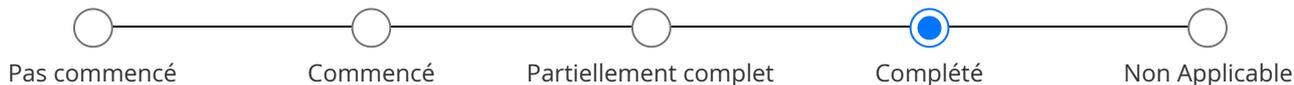
## Partie I : Progrès global du projet

Veillez évaluer l'état d'avancement de la mise en œuvre des éléments suivants:

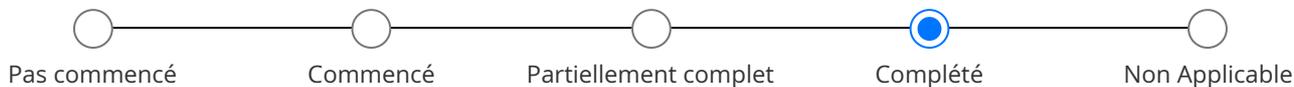
Contractualisation des partenaires \*



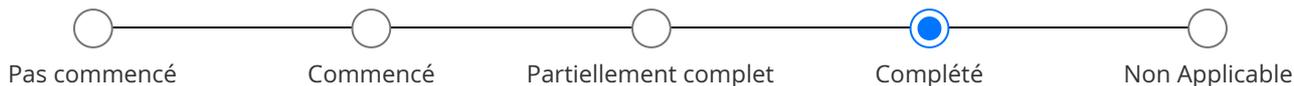
Recrutement du personnel \*



Collection des données de base \*



Identification des bénéficiaires \*



Fournissez toute information descriptive supplémentaire relative à **l'état global de mise en œuvre** du projet en termes de cycle de mise en œuvre, y compris si toutes les activités préparatoires ont été achevées (par exemple, contractualisation des partenaires, recrutement du personnel etc.)

*Veillez limiter votre réponse à 250 mots*

**Le projet est terminé. Les activités sont réalisées à 90%. les 10% qui restent ne peuvent pas être réalisées qu'après la fin du projet (formation des magistrats du PAC fianarantsoa et du personnel de l'Agence de recouvrement des avoirs illicites). Les discussions avec les partenaires pour renforcer le suivi et la capitalisation des acquis sont terminées. Les discussions avec les partenaires pour appliquer les stratégies en vue d'une pérennisation des actions après le retrait du projet ont été réalisées.**

**Le processus de l'évaluation finale du projet est initié. Les consultants pour l'évaluation finale du projet sont recrutés, l'étude est en cours, le rapport final sera remis au cours du mois de decembre.**

Résumez le principal **changement structurel, institutionnel ou sociétal** auquel le projet a contribué. Evitez de décrire des résultats anecdotiques ou de fournir une liste des activités individuelles accomplies et songez plutôt à décrire de manière analytique, le progrès fait vers l'objectif principal du projet

*Veillez limiter votre réponse à 550 mots*

**Lutte contre la corruption :**

**Résultats :**

- Pour la prévention de la corruption dans le secteur ressource naturelle: (i) 1 politique interne validée par le Ministère du MEDD . (ii) 3 réseaux locaux qui se mobilisent pour la sensibilisation et la dénonciation de la corruption et les trafics des ressources naturelles ; (iii) une implication d'autres partenaires que le BIANCO
- Plus de 2722 jeunes éduqués sur les principes de l'intégrité et la lutte contre la corruption avec l'ONG Tolontsoa et BIANCO et sont capables de sensibiliser leurs pairs et dénoncer ce fléau.
- PACs et ARAI opérationnels; avec la SAMIFIN une plateforme numérique centralisée pour une collaboration sécurisée des différentes entités

**Redevabilité :**

**Le projet a contribué à la vulgarisation des mandats des partenaires HCJ , HCDDDED , MEDIATURE.**

**Résultats :**

- plus de 5000 personnes, majoritairement des femmes, ont été formé
- 1143 dossiers issus des régions déposés et traités suite aux formations

**Par ailleurs, l'effectivité des missions de suivi et contrôle de juridiction ont été renforcées grâce à l'appui du projet ; celles-ci ont permis de coacher les magistrats, contrôler le respect des procédures, investiguer sur les doléances reçues et sensibiliser les magistrats sur les codes de déontologies. Ces actions longtemps non priorisées ont contribué à renforcer la confiance au système démocratique, voire la paix sociale**

- 1ere réalisation de l'évaluation de politique publique réalisée par l'assemblée Nationale avec l'appui technique de la Cour des Comptes ;
- Une proposition de loi sur l'évaluation des politique formulée et soumise à l'assemblée nationale

## Partie II: Progrès par Résultat du projet

NOTES POUR REMPLIR LE RAPPORT:

- Évitez les acronymes et le jargon des Nations Unies, utilisez un langage général / commun.
- Décrivez ce que le projet a fait dans la période de rapport, plutôt que les intentions du projet.
- Soyez aussi concret que possible. Évitez les discours théoriques, vagues ou conceptuels.
- Veillez à ce que l'analyse et l'évaluation des progrès du projet tiennent compte des spécificités du sexe et de l'âge.
- Dans le tableau de résultats, soyez concis: vous avez 3000 caractères, incluant les espaces pour vos réponses.

Décrivez les principaux progrès réalisés au cours de la période considérée (pour les rapports de juin: janvier-juin ; pour les rapports de novembre: janvier-novembre ; pour les rapports finaux: durée totale du projet). Prière de ne pas énumérer toutes les activités individuelles). Si le projet commence à faire / a fait une différence au niveau des résultats, fournissez des preuves spécifiques pour les progrès (quantitatifs et qualitatifs) et expliquez comment cela a un impact sur le contexte politique et de consolidation de la paix.

- "On track" – il s'agit de l'achèvement en temps voulu des produits du projet, comme indiqué dans le plan de travail annuel ;
- "On track with peacebuilding results" - fait référence à des changements de niveau supérieur dans les facteurs de conflit ou de paix auxquels le projet est censé contribuer. Ceci est plus probable dans les projets matures que nouveaux.

Combien de résultatS ce projet a-t-il ? \*

0 1  2 3 4 5 Plus de 5

Veillez écrire les résultats du projet tels qu'ils figurent dans le cadre des résultats du projet qui se trouve dans le document du projet.

Résultat 1 \*

**Le niveau de la corruption est réduit et la perception du phénomène s'améliore**

Résultat 2 \*

**La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat**

**Résultat 1:** Le niveau de la corruption est réduit et la perception du phénomène s'améliore

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat \*

1. Off Track  2. On Track  3. On Track with evidence of peacebuilding results

## Resumé de progrès

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Politique interne de Lutte contre la corruption (LCC) sur les ressources naturelles et sa mise en œuvre avec les réseaux d'acteurs dans le Sud :**

- 4 cas appréhendés de corruption et de Trafic avec 1138 Tortues vivantes rendues et 80 kg de viandes séchées par le groupement de la Gendarmerie Nationale Androy
- 10 000 Tortues appréhendées et relâchées dans la nature dans le District de Beloha et de Tsihombe avec le Turles Survival Alliance (TSA) membre du réseau
- Dispositifs Anti-Corruption renforcés (Transparence, Traçabilité, Orientation des usagers, recevabilité) par la Direction Régionale de l'environnement et du développement durable

**Après les séries de renforcement de capacité pour le BIANCO et PAC comparaison 2020 et 2021 :**

- Hausse de 128% du nombre de PV transmis (184 contre 420) aux juridictions après investigations par BIANCO.
- Hausse de 35% des dossiers investiguables (881 contre 1188)
- Hausse du taux moyen des dossiers jugés au niveau des PAC opérationnels 64,74% (2019) contre 65,4% (2021)
- Réduction du délai moyen de traitement de dossiers criminels 8 mois contre 10 mois en 2019

**Le Directeur Général de l'agence de recouvrement des avoirs illicites a pris fonction début juin.**

**Les numéros 7 et 8 du Magazine Trandraka ont été publiés. Le magazine est dorénavant produit en partenariat avec Transparency International et des financements de la coopération allemande pour structurer et appuyer les journalistes d'investigation. La mise en ligne des articles Trandraka est en cours sur le site de Malina. Le numéro 10 du magazine a été financé de manière autonome au fonds du PBF. La prochaine étape concerne l'enregistrement audio d'articles pour une diffusion radio. 4 sites de collectes de doléances seront également renforcés en matériel pour assurer la pérennisation du projet.**

**Le réseau Trandraka by Malina a également bénéficié d'un renforcement de capacité pour favoriser le travail d'équipe des journalistes d'investigation et permettre une meilleure appropriation de la ligne éditoriale par les nouvelles générations de journalistes.**

**Concernant le nombre d'enquête ouverte suite à la publication du magazine Trandraka, le Bureau Indépendant Anti-corruption (BIANCO) a informé qu'il n'était pas en mesure de divulguer ces informations. Une sensibilisation auprès des journalistes du magazine et du grand public a été faite pour interpeller l'institution autrement**

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat:

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Le réseau Trandraka by Malina est principalement composé de jeunes femmes journalistes, 10 sur 15. Cette approche genre va permettre de féminiser la discipline du journalisme d'investigation alors que le traitement de ces informations est d'ordinaire réservé aux hommes. Cette initiative du projet a donc contribué à la transformation progressive de la place des jeunes femmes dans le métier du journalisme d'investigation.**

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du **Résultat 1** dans le tableau ci-dessous

- Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (3000 caractères maximum par entrée)

» **Résultat 1 : Le niveau de la corruption est réduit et la perception du phénomène s'améliore**

Résultat 1	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1.1	<b>Indice de perception de la corruption (IPC)</b>	25/100	26/100	26/100	
1.2	<b>Taux moyen de dossiers jugés au niveau des PAC opérationnels</b>	64,74% (2019)	70%	<b>Taux moyen des dossiers jugés</b> PAC Tanà : 65,4% PAC Mahajanga: 27,1%	<b>Explication sur la différence des résultats entre les deux PACs : le PAC Mahajanga est fonctionnel depuis janvier 2021. Le résultat est quasi atteint malgré le manque d'effectif</b>
1.3					
Combien de produits sont définis sous le résultat 1?					
0    1    2 <b>3</b> 4    5    Plus de 5					
Veuillez énumérer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 1					
Produit 1.1 <b>les institutions de lutte contre la corruption sont efficaces et agissent d'une manière coordonnée</b>					

Produit 1.2

**Les acteurs du secteur des ressources naturelles et les OSC partenaires du projet mettent en œuvre des actions de prévention et de lutte contre la corruption**

Produit 1.3

**Les investigations et l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme sont plus efficaces**

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

**» Produit 1.1**

Produit 1.1 : les institutions de lutte contre la corruption sont efficaces et agissent d'une manière coordonnée	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
1.1.1	Ratio condamné /prévenu en matière de corruption	51/49	50/50	52/48	
1.1.2	Délai moyen de traitement d'un dossier de corruption	Dossiers criminels : 10 mois	Dossiers criminels : 8 mois	Dossiers criminels : 8 mois	
1.1.3					

**» Produit 1.2**

Produit 1.2 : Les acteurs du secteur des ressources naturelles et les OSC partenaires du projet mettent en œuvre des actions de prévention et de lutte contre la corruption	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i> .....	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i> .....	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i> .....	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i> .....	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i> .....
1.2.1	<b>Nombre de réseaux d'acteurs du Bianco opérationnels dans les zones cibles du Projet</b> .....	0 .....	2 .....	3 .....	.....
1.2.2	<b>Nombre d'interpellation de cas de corruption fait par les OSC partenaires du Projet</b> .....	0 .....	5 .....	6 .....	.....
1.2.3	.....	.....	.....	.....	.....

» **Produit 1.3**

---

<p>Produit 1.3 : Les investigations et l'application de la loi dans le cadre de la lutte contre la corruption et le blanchiment de l'argent et le financement du terrorisme sont plus efficaces</p>	<p>Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i></p>	<p>Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i></p>	<p>Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i></p>	<p>Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i></p>	<p>Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autres changements à l'indicateur</i></p>
---	---	---	--	--	--

<p>1.3.1</p>	<p><b>Nombre de cas de blanchiment d'argent enregistrés et traités</b></p>	<p><b>205</b></p>	<p><b>260</b></p>	<p><b>422</b></p>	<p><b>Au cours de la période le Service de renseignement financier (SAMIFIN) a ajusté sa stratégie pour le traitement des dossiers d'opération suspecte en priorisant les dossiers selon le volume du montant mis en jeu</b></p>
--------------	--	-------------------	-------------------	-------------------	--

1.3.2	Montant des avoirs illicites mis en jeu	222 Milliards Ariary	570 Milliards Ariary	1880 Milliards Ariary	Les enjeux financiers des dossiers d'operations suspectes (DOS) analysées sont en évolution croissante depuis 2018, et le montant a plus que triplé de 2020 à 2021, malgré la diminution du nombre de DOS traitées. Cette situation démontre l'impact de la priorisation du traitement des dossiers d'envergure. Source : rapport annuel SAMIFIN, 2021
-------	---	----------------------	----------------------	-----------------------	--

1.3.3					
-------	--	--	--	--	--

**Résultat 2:** La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat

Veillez évaluer l'état actuel des progrès du résultat

\*

1. Off Track
  2. On Track
  3. On Track with evidence of peacebuilding results

## Resumé de progrès

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Les résultats par rapport aux appuis du projet sont comme suit :**

- Il y a eu une progression sur l'utilisation de services offert par ces institutions. Pour le Haut Commissariat pour la Dévense de la Démocratie et de l'Etat de Droit (HCDDDED), il y a eu 182 dossiers traités en 2020 et ceci a évolué de 66% pour 2021 (303/2021). Les dossiers traitent différents thématiques (Etat de droit, bonne gouvernance, droit de l'homme et démocratie). Pour 2022, sur les 53 doléances traitées, l'Etat de droit sont à 58% suivi de la bonne gouvernance 17% et les droits de l'homme 13%. La notoriété est acquise pour les régions visitées donc il est possible de maintenir la même performance pour la suite de l'année

- Pour la Médiature, il y a eu une variation positive de 20% des doléances traitées entre 2020 et 2021 (respectivement 196 et 236) et cette tendance est confirmée pour la première trimestre 2022 (169)

- Les organisations de la société civile et les journalistes ont également bénéficié de formations leur permettant de renforcer leur rôle de contrôle citoyen et de veille eu égard à l'effectivité des mécanismes de contrôle :

24 articles ont été publié en faveur de l'adoption de la loi sur l'accès à l'information suite à des formations de journalistes 400 lycées et étudiants ont suivis 4 sessions de Master Class afin de les sensibiliser à la lutte contre la corruption et l'engagement citoyen. 2 articles écrit par les bénéficiaires jeunes ont été publié dans le Trandraka n°9 permettant aux bénéficiaires de s'investir sur ces thématiques après les formations.

Indiquez toute analyse supplémentaire sur la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des femmes et / ou l'inclusion et la réactivité aux besoins des jeunes ont été assurées dans le cadre de ce résultat: (Limite de 350 mots incluant la ponctuation)

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Les activités réalisées avec la Haute Cour de Justice (HCJ) ont touché au total 615 personnes dont 455 femmes (450 femmes sur 600 personnes lors des activités de vulgarisation du mandat de la HCJ dans 3 districts ; et 5 femmes sur 15 à l'occasion des sessions de renforcement des capacités organisées à l'endroit du staff de la Haute Cour).**

**Pour ce qui est du Haut Conseil pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit, les activités de vulgarisation de son mandat, qui ont été menées au niveau de 3 régions du pays, ont atteint 430 personnes dont 200 femmes. C'était des opportunités pour les femmes et les jeunes de s'exprimer et faire entendre leur voix sur différents sujets de préoccupations de la paix sociale et de droits humains qui les concernent. En même temps, ces rencontrent leur permettent aussi de s'informer sur leur droits.**

En utilisant le cadre de résultats du projet conformément au document de projet approuvé ou à toute modification, fournissez une mise à jour de la réalisation des indicateurs clés au niveau du **Résultat 2** dans le tableau ci-dessous

- Si un résultat a plus de 3 indicateurs, sélectionnez les 3 plus pertinents avec les progrès les plus pertinents à mettre en évidence.
- S'il n'a pas été possible de collecter des données sur les indicateurs, indiquez-le et fournissez toute explication. Fournissez des données ventilées par sexe et par âge. (300 caractères maximum par entrée)

**» Résultat 2 : La redevabilité institutionnelle est améliorée contribuant au renforcement de la confiance de la population envers l'Etat**

Résultat 2	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
------------	---	---	--	--	---

2.1	<b>Nombre d'initiatives de redevabilité réalisées par les institutions appuyées par le Projet</b>	3	10	10	
-----	---	---	----	----	--

2.2	<b>Pourcentage de la population ayant confiance au système judiciaire</b>	20%	25%	20%	<b>ces chiffres sont issus de l'afrobarometre round 7. les résultats complets du round Ne sont pas encore publiés</b>
-----	---	-----	-----	-----	---

2.3					
-----	--	--	--	--	--

Combien de produits sont définis sous le résultat 2?

0    1    2    **3**    4    5    Plus de 5

Veuillez enumerer au plus 5 produits les plus pertinents pour le résultat 2

Produit 2.1

**2.1 Les capacités de la Cour Suprême (et des Cours la composant) et des tribunaux administratifs et financiers en tant qu'acteurs stratégiques de la Justice sont renforcées**

Produit 2.2

**Les capacités techniques et opérationnelles des organes de contrôle et de redevabilité qui constituent des voies de recours pour la population et qui sont garants de la redevabilité institutionnelle sont renforcées**

Produit 2.3

**Les capacités des organisations de la société civile à mettre en œuvre des actions de suivi de l'effectivité des institutions de contrôle et celui du contrôle citoyen sont renforcées.**

Pour chaque produit, et en vous basant sur le cadre de résultats du projet, indiquez l'état d'avancement relatif aux 3 indicateurs de produit les plus pertinents.

» **Produit 2.1**

Produit 2.1 : 2.1 Les capacités de la Cour Suprême (et des Cours la composant) et des tribunaux administratifs et financiers en tant qu'acteurs stratégiques de la Justice sont renforcées	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2.1.1	<b>Nombre des dossiers traités (aboutissant à des décisions définitives) par rapport à l'ensemble des affaires enregistrées</b>	<b>1046</b>	<b>1360</b>	<b>1329</b>	

2.1.2	Nombre de guide disponible au grand public	0	5	5	<p>Le guide pour le contrôle de juridiction est en cours d'élaboration mais non finalisé</p> <p>La révision de la loi organique régissant la Cour Suprême est en cours.</p> <p>Guide pour les parlementaires en temps de covid-19"</p> <p>Guide sur la collaboration entre l'assemblée nationale et la Cour des comptes, Guide pour les parlementaires sur les droits humains finalisé et distribué</p>
1.1.3					

» Produit 2.2

Produit 2.2 : Les capacités techniques et opérationnelles des organes de contrôle et de redevabilité qui constituent des voies de recours pour la population et qui sont garants de la redevabilité institutionnelle sont renforcées	Indicateurs <i>Décrivez l'indicateur</i>	Indicateur de base <i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	Cible de fin de projet <i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	Progrès actuel de l'indicateur <i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a) <i>Expliquez les raisons pour des déviations ou autre changements à l'indicateur</i>
2.2.1	<b>Nombre de plaintes traitées par les organes de contrôle et de redevabilité concernés par le projet.</b>	170	250	251	HCJ : 02 requêtes (2020) HCDDDED : 249 (2020-2021)
2.2.2	<b>Disponibilité de tous les éléments essentiels à l'opérationnalisation du HCDDDED (plans stratégique et opérationnel, bureaux, base de données de traitement des plaintes, politiques et procédures internes).</b>	NON	OUI	OUI	

1.2.3	nombre d'activités de plaidoyer en faveur de l'adoption de la loi sur l'accès à l'information	0	3	4	Avant-projet de Loi sur l'accès à l'information en cours d'étude auprès du gouvernement : texte auprès du MCC
-------	---	---	---	---	---

» **Produit 2.3**

Produit 2.3	Indicateurs	Indicateur de base	Cible de fin de projet	Progrès actuel de l'indicateur	Raisons pour les retards ou changements (s'il y en a)
	<i>Décrivez l'indicateur</i>	<i>Indiquez la valeur de base de l'indicateur</i>	<i>Indiquez la valeur cible de l'indicateur à la fin du projet</i>	<i>Indiquez la valeur actuelle de l'indicateur, cummulatif depuis le début du projet</i>	<i>Expliquez les raisons pour des deviations ou autre changements à l'indicateur</i>
Produit 2.3 : Les capacités des organisations de la société civile à mettre en œuvre des actions de suivi de l'effectivité des institutions de contrôle et celui du contrôle citoyen sont renforcées.					

2.3.1	Nombre de missions d'évaluations communautaires réalisées par les OSC appuyées par le Projet pour la promotion des droits de l'homme et de la gouvernance	0	4	4	
-------	---	---	---	---	--

2.3.2	Nombre d'initiatives de femmes journalistes appuyées par le Projet portant sur le suivi de l'effectivité des institutions de contrôle	0	5	38	3 formations 38 reportages répartis dans 6 émissions radio réalisées et diffusées au niveau régional
2.3.3					

### Partie III: Questions transversales

Le projet prévoit-il d'organiser des événements au cours des six prochains mois, par exemple : les dialogues nationaux, les congrès des jeunes, les projections de films

oui  
 non

### Impact Humain

Cette section s'intéresse à l'impact humain du projet. Indiquez le nombre de parties prenantes clés du projet, et pour chacune, décrivez brièvement:

- i. Les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet
- ii. L'impact du projet sur leurs vies
- iii. Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

---

Combien de parties prenantes clés ce projet a-t-il ? \*

4 1

---

Partie Prenante: \*

**Pole anti corruption (PAC)**

---

Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet \*

**Rendre fonctionnel les PACs et améliorer les interventions et la coordination entre BIANCO et PAC Antananarivo**

Quel est l'impact du projet sur leurs vies

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Les interventions du projet ont permis de faciliter la mise en place des PACs Antananarivo et Mahajanga, celui de Fianarantsoa est en cours les renforcement de capacité des magistrats et greffiers leurs a permis d'améliorer la qualité de leurs interventions**

\*

Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un repréant de chacune des parties prenantes

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**- Déclaration de la Coordinatrice Nationale des PAC au session de renforcement de capacité à Majunga : L'appui du projet est essentiel pour rendre opérationnel les PAC et renforcer les capacités techniques des Magistrats et greffiers.**

\*

2

Partie Prenante:

**Cour Suprême**

\*

Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

**La Cour Suprême a une intervention très limitée pour sa mission de contrôle de juridiction**

\*

Quel est l'impact du projet sur leurs vies

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**les capacités des magistrats de la cour de cassation et les six cours d'appel sont améliorées dans la rédaction des rapports et arrêts. Un dispositif de prévention de la corruption installé au sein de la cour (filtrage des visiteurs) qui permet de réduire les rabbateurs**

\*

Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un repréant de chacune des parties prenantes

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Premier Président de la Cour Suprême : Ces renforcements de capacité ont permis d'échanger et procéder au suivi des dossiers qui ne sont pas encore transmis au niveau des juridictions supérieures mais aussi de détecter les pépinières de la cour suprême .**

\*

3

Partie Prenante:

**HCDDED Haut-Commissariat pour la Défense de la Démocratie et de l'Etat de Droit**

\*

Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

**Très peu opérationnel et méconnu du public absence de système de sécurisation des dossiers**

\*

Quel est l'impact du projet sur leurs vies

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Les mandats de cette institution sont mieux connus ; les dossiers sont mieux conservés grâce à l'appui du projet  
Les mandats de cette institution sont mieux connus ; les dossiers sont mieux conservés grâce à l'appui du projet**

\*

Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un repréant de chacune des parties prenantes

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Président du HCDDED :**

**« Au début de notre mandat, on avait toute la volonté du monde pour mener à bien notre mission, mais nous ne disposons d'aucune méthodologie quant à la collecte et au traitement des informations et doléances. Grâce à l'appui du projet, nous avons acquis des capacités relatives à l'investigation en matière de droits humains, sur les principes de la démocratie, de l'Etat de droit, et de la bonne gouvernance. Nous avons également pu nous professionnaliser, et rétablir la confiance de la population envers nous en tant qu'organe de recours ».**

\*

4

Partie Prenante:

**Femmes journalistes**

Quels étaient les défis auxquels elles faisaient face avant le début du projet

**Les conditions de travail, l'accès aux formations et la capacité des femmes journalistes, notamment dans le sud de Madagascar, à traiter des sujets en liens avec la corruption, était très limité. Les cas de corruption sont connus des journalistes, tout comme des différentes instances qui luttent contre la corruption. La difficulté principale réside dans le fait d'oser faire un reportage qui dénonce la corruption, qu'elle soit quotidienne ou systémique (autocensure).**

**Les femmes journalistes dans les régions subissent les aléas de leur métier. Une femme journaliste est rémunérée entre \$50 et \$100 par mois; selon une étude de l'UNESCO de 2017, les femmes journalistes représentent 38% du corps, contre 62% d'hommes. Elles occupent moins de postes à responsabilité et sont moins mises en avant que leur homologues masculins et sont restreintes à des sujets divers ou concernant uniquement les femmes. La majorité des bénéficiaires n'avaient jamais réalisé de reportage pour dénoncer les actes de corruption ou les difficultés que vivent les femmes dans leur région avant la formation. Pourtant leurs témoignages et leur approche sont cruciales pour permettre d'endiguer et de comprendre différemment les cas de corruption et pour appuyer les évolutions sociétales de leurs régions, dans le cadre de la consolidation de la Paix.**

Quel est l'impact du projet sur leurs vies

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**compétences des journalistes améliorées dans le traitement de sujet liés à la corruption**

**Capacité à s'exprimer**

**diminution de l'auto-censure, notamment pour traiter les cas de corruption**

**Confiance accrue des journalistes et elles ont eu des Opportunités professionnelles**

**Opportunités de partenariats (BIANCO avec les femmes journalistes de Tuléar)**

Partagez, si possible, une citation ou un témoignage d'un représentant de chacune des parties prenantes

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Pour Geneviève RAKOTONANDRASANA, journaliste à la TVM/RNM et bénéficiaire de la formation, le rôle de journaliste est important dans la lutte contre la corruption. Elle déclare : "C'est quelque chose dont je n'avais pas conscience auparavant. C'est vraiment lors de cette formation que j'ai pris conscience que j'avais beaucoup de responsabilités pour faire avancer la lutte contre la corruption. C'est une formation où tout le monde participe, la formatrice nous donne la parole et nous pouvons toutes nous exprimer en toute liberté."**

**Olivia, journaliste à Fort-Dauphin : « La formation a ouvert une opportunité majeure pour ma carrière. J'ai été contacté par Reuters pour effectuer un reportage sur le Kere dans le Grand Sud. J'ai mis en pratique tout ce que j'ai appris et tout s'est bien passé. Je suis fière de ce que j'ai accompli et je pense que bon nombre de mes collègues aimeraient bien bénéficier des mêmes opportunités que moi. »**

**Contrairement aux journalistes d'Antananarivo, ceux de Fort Dauphin n'ont pas la même chance de suivre des formations professionnelles ou d'étudier dans les grandes universités. Je pense en effet que la formation de ce genre est très importante surtout pour les femmes journalistes, souvent moins considérées, afin de les pousser davantage à exceller dans leur métier. »**

**Perline, journaliste à Tuléar : « j'ai fait un reportage qui traite de la difficulté quotidienne des femmes au marché. Effectivement, il s'avère qu'elles ont un problème avec les toilettes publiques qui n'ont pas accès à l'eau et qui ne disposent pas de douche surtout pendant leur période de menstruation. Dans mon reportage, j'ai fait parler les concernées, bien effectivement, la société civile et j'ai pu interpeller la mairie. Aujourd'hui, les travaux de construction d'une douche publique sont en cours. Je suis parvenue à ce résultat parce que j'ai su comment faire et j'espère qu'une formation de ce genre puisse profiter également à tous mes collègues journalistes. »**

En plus de l'impact spécifique aux parties prenantes décrit dans les questions précédentes, vous pouvez utiliser cet espace pour décrire tout autre impact humain du projet

*Veillez limiter votre réponse à 650 mots*

**Cette année étant la concrétisation de la première évaluation de la politique publique pour le pays. Ce rôle attribué à l'Assemblée Nationale étant défini par l'art. 68 de la Constitution. Après un long processus de renforcement de capacité et de priorisation, l'évaluation de la politique de l'hygiène et de l'assainissement a été effectuée avec la consultation des parties prenantes sous le leadership de la commission évaluation de politique publique de l'Assemblée Nationale et l'appui technique de la Cour des Comptes. Les résultats de cette évaluation vont contribuer à l'amélioration le contenu du prochain cycle de programmation de la politique nationale de l'hygiène et d'assainissement.**

**Madagascar entame sa première évaluation de politique publique dans le domaine de l'Hygiène et de l'Assainissement (undp.org)**

**Madagascar entame sa première évaluation de politique publique dans le domaine de l'Assainissement : un grand pas dans la redevabilité institutionnelle au pays - Antanimierampirenena (assemblee-nationale.mg)**

**42 femmes journalistes du Sud de Madagascar ont suivi un renforcement de capacité sur les techniques d'investigation, sur des compétences techniques de prises de son et d'écriture d'articles et sur du développement personnel. Témoignage de madame Perline journaliste de la radio universitaire de Toliara : « Les acquis pendant la formation ont surtout facilité ma méthode de travail. Je sais maintenant comment procéder pour une meilleure approche, comment collecter efficacement les informations et surtout comment les traiter de manière plus professionnelle. Il suffit de définir un sujet et le reste va de soi. Je pense aussi que le fait d'avoir convié les femmes journalistes a eu un impact positif. Étant présidente de l'association des femmes journalistes à Toliara, je peux confirmer que le renforcement de capacité pendant la formation leur a donné plus confiance en elles. Nous pouvons nous dire aujourd'hui que nous sommes des journalistes professionnelles capables de bien traiter et relayer des informations ».**

Vous pouvez également joindre un maximum de 3 fichiers dans différents formats (fichiers image, powerpoint, pdf, vidéo, etc.) pour illustrer l'impact humain du projet

**OPTIONELLE**

Fichier 1

*Pour les photos, veuillez utiliser un format jpeg de haute résolution*

20210818 Formation magistrat passation marché-16\_10\_18.jpg



Fichier 2

*Pour les photos, veuillez utiliser un format jpeg de haute résolution*

HCDDDED Tsiroanomandidy (002)-16\_10\_35.jpg



Fichier 3

*Pour les photos, veuillez utiliser un format jpeg de haute résolution*

20220615\_jardin lutte contre corruption fait par les jeunes-16\_11\_58.jpg



Vous pouvez également ajouter jusqu'à 3 liens vers des ressources en ligne qui illustrent l'impact humain du projet

**OPTIONELLE**

Lien 1

<https://www.dcn-pac.mg/actualites/lire/conception-et-mise-en-oeuvre-d-un-logiciel-de-collecte-de-donnees-statistiques-et-de-suivi-evaluation.htm>

Lien 2

<https://www.dcn-pac.mg/actualites/lire/amelioration-du-systeme-reseaux-de-la-direction-de-coordination-nationale-et-des-poles-anti-corruption.htm>

Lien 3

<https://www.moov.mg/actualites/nationale/detail/hcdded-la-justice-asphyxi%C3%A9e-par-la-corruption>

## Suivi

Indiquez les activités de suivi conduites dans la période du rapport \*

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Le projet a réalisé des missions de suivi de réalisation des activités sur terrain. Il y a aussi les réunions du comité de projet. Particulièrement, des échanges réguliers sont tenus avec chaque partie prenante du projet pour soulever les blocages et chercher des solutions. Pour la période nous avons particulièrement échangé avec l'ensemble du système anti-corruption pour solutionner le retard pris dans la mise en place de l'agence de recouvrement des avoirs illicites mais aussi le pole anti-corruption de Fianarantsoa.**

Est-ce que les indicateurs des résultats ont des bases de référence \*

*Si seulement certains des indicateurs de résultats ont des lignes de base, sélectionnez 'oui'*

oui

non

Veillez décrire brièvement. \*

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**La base de référence a été mis en place au début du projet. Les valeur ont été recueillie auprès des cibles par chaque point focal des trois agences.**

Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires? \*

oui

non

Veillez décrire brièvement. \*

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Le projet a-t-il lancé des enquêtes de perception ou d'autres collectes de données communautaires ? Oui**

**Veillez décrire brièvement. (limite de 350 mots)**

**Dans le cadre du projet ARAMASO avec TI-MG**

**Mesure de la satisfaction citoyenne par rapport aux réponses étatiques à la crise covid-19 (2 round -Janvier 2021)**

**Perceptions citoyennes quant à la responsabilité et à la redevabilité des députés Mars 2021 (Mars 2021)**

**Les perceptions citoyennes par rapport aux vaccins anti-covid-19 et aux mesures prises par l'Etat contre la pandémie (Avril 2021)**

## Evaluation

Est-ce qu'un exercice évaluatif a été conduit pendant la période du rapport? \*

oui

non

Budget pour évaluation finale (en USD) \*

40000

Si le projet se termine dans les 6 prochains mois, décrire les préparatifs pour l'évaluation

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**le projet est terminé. L'étude sur l'évaluation finale est en cours. le draft du rapport de l'évaluation est prévu être remis par le consultant dans un mois**

## Effets catalytiques

Effets catalytiques (financiers): Le projet a-t-il conduit à un financement supplémentaire provenant d'autres sources ? \*

oui

non

Si oui, combien de subventions ou de donateurs supplémentaires le projet a-t-il suscité ? \*

2

Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier supplémentaire hors PBF qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé.

-

Nom du bailleur de fonds \*

**Fondation Frederich Ebert Coopération allemande Suivi de la transparence et de l'effectivité des fonds COVID19, initiative de la Société civile. Dans le cadre de la production du magazine d'investigation Trandraka. Des bailleurs de fonds; coopération allemande et l'association des OSC engagées dans le lutte contre la COVID 19 ; se sont positionnés pour financer 8 articles d'investigation sur les 20 articles à publier dans les deux numéros du magazine**

Montant en USD \*

6238

2

Indiquez le nom de l'agent de financement et le montant du soutien financier supplémentaire hors PBF qui a été obtenu par le projet depuis qu'il a été lancé.

-

Nom du bailleur de fonds \*

**PNUD**

Montant en USD \*

192000

Effet catalytique (non financier) : Le projet a-t-il permis ou créé un changement plus important ou à plus long terme dans la construction de la paix (comment le projet a-t-il contribué à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur)? \*

- Aucun effet catalytique
- Peu d'effet catalytique
- Effet catalytique important
- Effet catalytique très important
- Je ne sais pas
- Trop tôt pour savoir

Veillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribué à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur \*

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Veillez décrire comment le projet a eu un effet catalytique (non-financier), c'est à dire, comment le projet a-t-il contribuer à l'accroissement ou le développement de programmes ou de politiques visant à pérenniser la paix, si bien au sein du système des Nations Unies qu'à l'extérieur**

**(Veillez limitez vos réponses à 350 mots)**

**PNBG : le projet a contribué en partie à l'élaboration de la Politique nationale de bonne gouvernance et son plan de mise en œuvre. Celles-ci ont permis à d'autres projets des PTF de se positionner pour accompagner la partie nationale. Par exemple le projet RINDRA a initiée la discussion avec le CSI pour analyser les possibilités de collaboration dans ce domaine.**

**Proposition de loi sur l'évaluation de la politique publique : bien que cette activité ne fût pas prévue au départ, l'appui de la commission évaluation politique publique de l'Assemblée Nationale a débouché sur une proposition de loi qui va encadrer l'évaluation des politiques publiques à Madagascar**

**Le partenariat avec le GIZ coopération allemande dans l'élaboration de la politique interne de lutte contre la corruption du Ministère de l'environnement. A cet effet les couts ont été partagés entre le projet et cette entité**

Le projet a-t-il un plan de sortie explicite? \*

- oui
- non

Veillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au delà de la durée du projet \*

*Veillez limiter votre réponse à 350 mots*

**Durabilité : Le projet a-t-il un plan de sortie explicite ? Veillez décrire les mesures prises pour assurer la pérennisation des acquis de la consolidation de la paix au-delà de la durée du projet (limite de 350 mots)**

**Dès le début de la mise en œuvre du projet, l'approche pour impliquer et engager chaque partie prenante a été adoptée. En outre, les plans de renforcement de capacité ont permis de les rendre opérationnels, plus efficace et autonome pour continuer d'exercer leurs mandats respectifs même au-delà de la date de fin du projet. A titre d'exemple, le magazine Trandraka continue d'être produit par le Transparency International. Certaines activités dans la lutte contre la corruption sur les ressources naturelles seront appuyées par d'autres partenaires. Les modules de formations développés avec les écoles des magistrats et de greffes peuvent servir à d'autres après le projet**

Y a-t-il d'autres points concernant la mise en œuvre du projet que vous souhaitez partager, y compris sur les besoins en capacité des organisations bénéficiaires?

**Bien que les initiatives pour pérenniser les acquis du projet existent, force est de constater qu'il y a encore de besoins à combler en matière de disponibilité des ressources (tant humaines que financières) dans la lutte contre la corruption et l'amélioration de redevabilité institutionnelle.**

Annex: Veuillez utiliser cet espace pour soumettre toute information complémentaire au rapport (par exemple des détails additionnels sur les indicateurs)

Communiqué Aramaso 4\_120421-17\_7\_10.pdf



Merci. Vous avez terminé le rapport. Veuillez cliquer sur le bouton SUBMIT ci-dessous. Quand votre rapport est soumis, une bande jaune vous l'annoncera en haut de la page. Cela peut prendre quelques secondes